

À M. Antonio Guterres,
Secrétaire-Général
ONU

Des militants pour la paix mondiale

réunis à Montréal

en septembre 2019

vous livrent ce message respectueux

Journée internationale de la Paix, Montréal, 21 septembre 2019



Au Secrétaire-Général des

M. Antonio Guterres

Nous désirons exprimer notre vive appréciation pour le travail que vous avez accompli depuis le courage démontré en votre jeunesse en participant à des protestations dans les rues contre la dictature fasciste au Portugal.

Nous avons admiré vos engagements dans le **Parti Socialiste** afin de faire adopter des politiques sociales permettant au pays d'émerger de la pauvreté et de rejoindre l'Europe. Secrétaire général du parti de 1992 à 2002, vous avez aussi lutté **contre le colonialisme** pour la souveraineté du Timor oriental et pour la rétrocession de Macao à la Chine (moins problématique que celle de Hong Kong), après 442 ans d'occupation portugaise. Puis vous avez joint l'ONU.

Nous vous félicitons pour la grande restructuration que vous avez accomplie au **Haut-Commissariat des Réfugiés** et maintenant pour votre travail exigeant et inachevé à titre de Secrétaire-général, en particulier sur deux points :

- appui inconditionnel au **Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat** et à Greta Thunberg, bientôt à Montréal;
- poursuite inlassable **des objectifs de désarmement** par l'ONU, en premier lieu le **Traité d'Interdiction de l'Arme Nucléaire**.

We wish to express our deepest appreciation for the work you have continued to do since your great courage as a youth in street protests to help defeat Portugal's fascist dictatorship.

We admire as well your subsequent involvement in the **Socialist Party**, helping to adopt social policies which allowed the country to emerge from poverty and to join Europe. As Secretary General of the Party (1992-2002), you fought **against colonialism**, for the sovereignty of East Timor, and for Macau's return to China (less problematic than Hong Kong), after 442 years of Portuguese occupation.

Then you joined the UN.

We congratulate you for the great restructuring you accomplished at the **Office of the UN High Commissioner for Refugees** and now for your demanding and unrelenting work as Secretary-General, particularly in two respects:

- your unconditional support for the **Intergovernmental Panel on Climate Change** and for Greta Thunberg, soon to be in Montreal;
- your unflagging pursuit of **disarmament objectives** by the United Nations, including the essential **Nuclear Weapons Prohibition Treaty**.

Toute notre admiration / You have our admiration!



Premiers co--signataires du message au Secrétaire-Général

Pierre Jasmin*, rédacteur du message et organisateur de **Convergence 21 septembre**

Dimitri Roussopoulos*, co-organisateur et éditeur-fondateur de **Black Rose Books***

Professeure **Kari Levitt-Polanyi***, co-présidente d'honneur

Ray Acheson*, keynote speaker

Dre **Mary-Wynne Ashford***,

Bob del Tredici, photographe spécialisé en sujets nucléaires et créateur du logo ci-dessus

Nancy K. Brown*,

Gordon Edwards*,

Dr. **Michael Dworkind***,

Professeur **Michel Duguay***,

Kumar Sundaram, membre associé de Pugwash Canada.

Bref résumé de la conférence Convergence 21 septembre forcément incomplet:** les conférenciers réunis à l'Association des travailleurs grecs de Montréal le 21 septembre avaient tous reçu trois communications écrites. L'une rendait hommage à **Murray Thomson** (1922-2019) ayant rassemblé plus de mille signatures de membres de l'Ordre du Canada faisant pression en vain sur le Canada et sur M. Trudeau pour qu'il appuie une Convention nucléaire internationale. Les deux autres, une par **Tariq Rauf et la troisième par **Ugo Lapointe***, faisaient état des nombreuses et dangereuses irrégularités face aux consignes de sécurité édictées par le Traité de non-prolifération de 1970 (ONU) et par l'Agence Internationale d'Énergie Atomique. Ces brèches favorisant les neuf pays armés de bombes nucléaires l'ont été pour des considérations commercialo-militaristes, comme le fut la complaisance du Canada, en particulier de la province de Saskatchewan (dont Andrew Scheer est député) et de sa loi laxiste sur les mines d'uranium.*

Dre Mary-Wynne Ashford nous a parlé de ses conférences comptant sur l'apport de la musique (« all we are saying, is give peace a chance ») pour faire comprendre aux jeunes les dangers de la situation nucléaire pour la santé de tous et toutes, tandis que le docteur **Michael Dworkind** a rappelé le courage de la Croix Rouge Internationale et des Médecins sans Frontières dont l'ex-présidente, la montréalaise Joanne Liu, n'a pas hésité à dénoncer les attaques de l'OTAN sur ses deux hôpitaux en Afghanistan et au Kurdistan.

Kumar Sundaram nous a entretenus de la situation volatile au Cachemire, alors que les deux Premiers ministres indien et pakistanaïens surenchérissent de menaces d'attaques nucléaires, y compris par un tout nouveau modèle tout-à-fait inquiétant de mini-bombe, aussi vanté par le président Trump pour utilisation possible sur des champs de bataille.

Gordon Edwards a offert un cours abrégé sur l'uranium et le plutonium en rappelant que le Canada avait fourni l'uranium de la bombe qui a détruit Hiroshima. Il a dénoncé le monopole nucléaire accordé par Harper à SNC-Lavalin et le renvoi par Trudeau de sa ministre autochtone de la Justice, Jody Wilson-Raybould, sur une question de principe. Il a enfin dénoncé les projets d'enfouissement dangereux de matières radioactives à Chalk River et de mini-centrales nucléaires auxquelles le gouvernement est prêt à accorder des milliards de \$, sans vérifier leur faisabilité et surtout leur dangerosité.

Pierre Jasmin a présenté un diaporama sur la résistance anti-nucléaire contre l'OTAN et ses complices militaristes canadiens et sur l'appui aux politiques de désarmement de l'ONU : Pugwash Canada, le Réseau canadien pour l'abolition de l'arme nucléaire, le Mouvement Québécois pour la Paix et surtout les Premières Nations sont à l'avant-garde de cette résistance, avec les Artistes pour la Paix qui dans leur spectacle poético-musical à la salle de spectacle Le lion d'or ont aussi présenté quatre questions sur la politique agressive de l'OTAN adressées aux six partis fédéraux.

Ne voulant pas s'immiscer dans la problématique canadienne, **Romuald Sciora*** a dressé un tableau vantant le travail de paix accompli par les cinq derniers Secrétaires-Généraux de l'ONU qu'il a eu l'unique privilège d'interviewer tour à tour. L'actualité des pays populistes justifie l'alarme donnée par son livre Qui veut la mort de l'ONU (2019).

Dimitri Roussopoulos, Kari Levitt-Polanyi et le professeur **Michel Duguay** ont participé à la table ronde qui a suivi, animée par **Nancy K. Brown**, afin de chercher des solutions de mobilisation de la population sur ces enjeux: aucun des six partis n'a le courage de les aborder, la présente campagne restant muette sur la militarisation croissante du Canada.

Les * renvoient à de courtes notes biographiques en annexe finale 5.

Co-signataires du message

Clara Swan Kennedy, associée Black Rose Books.

Nathan McDonnell, associé BRB et Jason Toney, BRB.

Rob Acheson, Science for Peace & Canadian Network to Abolish Nuclear Weapons

Nadia Alexan

Rose A. Dyson

Rachad Antonius, professeur titulaire, Université du Québec à Montréal

Louise Vandelac, professeure émérite, Université du Québec à Montréal

Derek Paul, professeur en physique, Université de Toronto

Dr Walter Dorn, professeur au Collège Militaire Royal de Toronto

Ginette Charbonneau, physicienne, et Gilles Provost, porte-paroles du *Ralliement contre la pollution radioactive* (RCPR)

Stone Iwaasa, traditionnalistes mohawks

Louise Royer, pour la *Conférence canadienne catholique des Évêques* (voir annexe 3)

Louise Constantin,

David Read,

Raymond Legault, membre d'*Échec à la guerre*

Marguerite Bilodeau,

Aziz Fall, Centre Internationaliste Ryerson Fondation Aubin (CIRFA)

Ian Young, Université McGill

Maval Garabedian,

Ryoko Hashizume,

John Hess, Université du Nouveau-Brunswick,

Marie Boti, Multi-monde,

Simon Dubois & Lucie Massé, porte-paroles d'*Action Environnement Basses-Laurentides*,

Bill Bhaneja, Canadian Peace Initiative and Center for Global Nonkilling,

Magritte Gardener,

Eric Dorfman,

Bruce Wilson,

Ali Overing,

Sam Baskey,

Matthew Chapman,

Enid Dixon,

John K. Grande,

Dmitriy Moissejev,

Anastasia et Yuliya Moisseyeva,



Membres du conseil d'administration des APLP

André Michel, président

André Jacob, vice-président

Christian P. Morin, webmestre et en charge du site www.artistespourlapaix.org

Camille Pelletier Antaya, en charge de la page facebook des APLP

Valéry Latulippe,

Izabella Marengo,

William Sloan

Et autres signataires

André Breton,

Robert Duchesne,

Claudio Zanchettin,

Marie-France Piché,

Martin Duckworth, prix du Québec en cinéma,

Stone Iwaasa, traditionaliste mohawk

Pascale Camirand, philosophe éthicienne féministe,

Daniel Gingras,

Phyllis Creighton,

Donna Mergler,

Alexandra Quinn,

Marie Louise Bussieres,

André Côté,

Joel Lacire,

Gilles Bélanger,

Eric Contant,

Nathalie Lusignan,

Roger Portelance,

Adriana Maturana,

Kaoutari Mourad,

Louis-Dominique Lévesque,

Tex J. G. Albert,

Janis Alton, VOICES OF WOMEN see annex 4

Louise-Marie Beauchamp.

LES ARTISTES
POUR LA
PAIX

et JOURNÉES DE LA
PAIX
présentent

Le 5 à 7
pour la
Paix

DAM DIVERSITÉ
ARTISTIQUE
MONTREAL

**Spectacle-cabaret
animé par
Judi Richards**

**Sarah, Judi et Karine, Minstrels of Hope,
Natasha Kanapé Fontaine, Akawui, Az,
Nomad'Stones, Jos Guitare et Marie-Josée Longchamps**



*Départ de la manifestation pro-climat avec Greta Thunberg en tête :
près d'un demi-million de Montréalais, le 27 septembre 2019*

Annexe 1 : Ray Acheson's speech on the 21st of September in Montreal

2019 International Day of Peace

*The following is a presentation delivered by Reaching Critical Will's Director, Ray Acheson, at an event to commemorate the **International Day of Peace** hosted by Black Rose Books on 21 September 2019 in Montreal, Canada.*

The International Day of Peace is a fitting moment to reflect on the development of the **Treaty on the Prohibition of Nuclear Weapons**, and the 74-year-long pursuit of nuclear abolition.

In 1945 the United States dropped atomic bombs on Hiroshima and Nagasaki, incinerating hundreds of thousands of people and leaving many thousands more with radioactive poisoning; destroying homes, schools, hospitals, and all the people in them. Since then, people around the world have demanded nuclear disarmament. The arms race that unspooled from that moment, in which trillions of dollars have been spent to make nuclear weapons bigger, more destructive; to build up arsenals beyond all reason—to 70,000 or so during the height of the so-called Cold War—has led now to nine countries in the world possessing the capacity to destroy entire cities, countries, and in the case of the United States and Russia, the planet, many times over.

And while so many people have demanded peace and disarmament, others have bought into this argument that nuclear weapons are necessary for security. The theory of nuclear deterrence has dominated academic and international discourse on the matter, while advocates for nuclear disarmament are treated as irrational—as naïve peaceniks that do not understand the mechanisms and dynamics of international security. When anyone—from government officials creating policy or scientists developing weapons or activists raising the alarm—has spoken out against nuclear weapons, mainstream media, academia, or politicians have suppressed their views. Daniel Ellsberg, who is the whistleblower responsible for the Pentagon Papers, has also written about nuclear weapons and war planning in *The Doomsday Machine*. He describes the practices employed by those controlling the dominant narrative around nuclear weapons to maintain an “objective,” dispassionate discourse, and to dismiss those who want to talk about nuclear weapons for what they really are as “emotional rather than rational,” as “non-expert,” and as “irresponsible”.

I want to say a few words about this from a feminist perspective, because this is highly gendered.

Feminist scholars have shown how social constructions of gender ascribe contrasting characteristics to masculinity and femininity that are seen as mutually exclusive and in which the “masculine” attribution is valued more highly than the “feminine”. Descriptors such as strong, rational, serious, and truth tend to be associated with masculinity, while weak, irrational, emotional, and fiction tend to be associated with femininity. And there is certainly nothing in between in this construction—no non-binary or non-conforming option. In this framing, concern for human welfare is also seen in contrast to “national security” concerns and is feminised. Carol Cohn describes an encounter with a white male physicist in the 1990s. He was working on modeling nuclear counterforce attacks and exclaimed to a group of other white male physicists about the cavalier way they were talking about civilian casualties. “Only thirty million!” he burst out. “Only thirty million human beings killed instantly?” The room went silent. He later confessed to Cohn, “Nobody said a word. They didn’t even look at me. It was awful. I felt like a woman.”

The association of caring about the murder of thirty million people with “being a woman” is all about seeing women as being weak, caring about the wrong things; letting your “emotions” get the better of you; focusing on human beings when you should be focused on “strategy”. Caring about the humanitarian consequences of nuclear weapons is feminine, weak, and not relevant to the job that “real men” have to do to “protect” their countries.

This patriarchal framing positions disarmament as weak, utopian, unrealistic. It is why nuclear-armed governments have gotten away with claiming that nuclear weapons are necessary for their national security, and thus, that complete nuclear disarmament is not possible. The United Kingdom, for example, says, “we do not yet have the right political and security conditions for ... those with nuclear weapons to no longer feel the need to keep them. Nor is it possible to identify a timeframe for those conditions.”^[i] The US government even has an official tagline for this: Creating the Environment for Nuclear Disarmament. In advocating for the creation of this “environment,” the US government has asserted that every commitment it has made over the past 70 years are “from a different time and a different security environment than we currently face”^[ii]—this is why it is currently ripping up its nuclear arms control agreements with Russia.

So basically, the most militarised, weaponised countries in the world are blaming everyone else for making them feel insecure. At the same time, they accuse everyone else in the world of not understanding their security needs. And of not having any security interests of their own.

This patriarchal and racist framing is also how the nuclear-armed states continue to justify spending massive amounts of money on nuclear weapons.

In 2018, global military spending reached approximately 1.7 trillion USD. In addition to this, estimates from experts suggest the nuclear-armed states spend from about 2 billion to 30 billion USD each per year.^[iii] The cost of modernisation of nuclear forces in the nuclear-armed states is budgeted to run into the billions—and in the US case, one trillion—dollars.^[iv] Who is profiting from all of this? Corporations such as BAE Systems, Bechtel, Boeing, General Dynamics, Lockheed Martin, Northrop Grumman, Raytheon, among others, build nuclear weapons, their delivery systems, and related infrastructure such as nuclear weapon laboratories. Most of these companies also produce other goods and are open to public investment. Three hundred and twenty-five (325) financial institutions from around the world are investing hundreds of billions into the companies that generate and sustain nuclear arsenals.^[v]

Meanwhile, there are extreme social costs associated with the development and production of nuclear weapons, the major burden of which will always “be borne by the most vulnerable sections of society.”^[vi] The exploitative conditions for uranium mining and radioactive waste storage, and the land appropriation and destruction for nuclear weapon testing, have disproportionately affected Indigenous communities. Then there is the money. In 1998 a group of Indian antinuclear feminists warned that “the inevitable cutbacks in social security and welfare will hurt and damage all poor people,” and “the proportion of the poor who are steadfastly denied a fair share of even the scarce resources, will undoubtedly become larger.”^[vii]

We have seen this again and again. Austerity in the United Kingdom, for example, decimated public sector jobs—the employees of which are majority women—as well as social welfare. It is estimated that women have borne the brunt of funding cuts, approximately 86 percent. Single mothers, women of colour, and women with disabilities have disproportionately suffered.^[viii] And these cuts have been implemented at the same time the government decided renew its Trident nuclear missile system, which is projected to cost 256 billion USD.^[ix]

The use of nuclear weapons, of course, would have devastating impacts around the world. It would disrupt weather patterns and food growth, exacerbating the climate crisis we already face. Developing countries and poor populations will suffer the most, as we can see with any crisis. The humanitarian and environmental consequences of nuclear weapons are well known—the Red Cross, UN agencies related to development, humanitarian coordination, human rights, and the environment, major humanitarian NGOs—all have said there could be no adequate response to the use of even a single nuclear weapon.

And yet: we are told that nuclear weapons keep us safe. In the right hands.

But this narrative does not hold. The hypocrisy and injustice of this situation is untenable. And it is beginning to crack.

One crack is the abrogation—the lighting on fire of—bilateral nuclear reduction and arms control agreements. The US government is the midst of a rollback to the Cold War, and if this is the direction things continue to go, we are going to see a resumption of nuclear weapon testing, increased rates of nuclear weapon “modernization” and an expansion of nuclear arsenals, and probably more countries with the bomb.

But the other direction is the one that non-nuclear-armed states have tried to take by negotiating the Treaty on the Prohibition of Nuclear Weapons. This Treaty is an attempt by the majority of the world’s governments to say enough is enough. Nuclear hypocrisy cannot stand. The Treaty is the most peaceful, nonviolent means by which countries could exercise their rights and powers—by creating international law at the United Nations; by prohibiting nuclear weapons to help stigmatise them to achieve their elimination.

We have seen how stigmatising weapons or other practices has had incredible impacts throughout the course of human history: abolishing slavery, women’s right to vote, civil rights, LGBT rights. Human society has progressed by identifying and condemning bad behaviour, which informs the building of norms and legal and political responses. Of course, laws and norms do not fix everything straight away—and whatever gains are made are assaulted by pushback from those who fear loss of their privilege and power. But things do change. Throughout history, systems of oppression and inequality have cracked, crumbled, and been decimated. The changes necessary to achieve this were mostly not instant, but iterative. They happened because of the persistence of people who believed that change could and must occur, who fought even when the odds were stacked against them. People who took the smallest gains

as immense victories because they could recognise that every chink in the armor of power weakens its foundations, making it more and more vulnerable to pressure. The Treaty on the Prohibition of Nuclear Weapons must be seen in this context.

The Treaty prohibits nuclear weapons for everyone. It creates space for the negotiated elimination of nuclear weapons. It provides for victim assistance and environmental remediation, in accordance with other humanitarian disarmament treaties such as those prohibiting landmines and cluster munitions.

In fact, the development of the nuclear ban learned many lessons from the prohibitions of those weapons—the importance of reframing the discourse away from military priorities to humanitarian harm. The importance of including survivors and others affected by nuclear weapon in policy debates and decisions. The understanding that through stigmatisation, economic incentives for weapons are undermined. The US government may not have joined the cluster bomb ban, for example, but the last producer of cluster munitions in the US said it would no longer produce them because of the lack of economic incentive.

Through the Treaty on the Prohibition of Nuclear Weapons, ICAN is pursuing this same kind of divestment from nuclear weapons. We are asking people and pension funds and banks to stop supporting the production of nuclear weapons. You can find out where your money is going at dontbankonthebomb.com, and move it or demand your financial institution moves it. The Bank of Montreal invests in nuclear weapons, so does CIBC, Scotiabank, the RBC, and several other Canadian banks. The Canadian Pension Plan is investing over \$400 million in fourteen nuclear weapon companies—six of which have subsidiaries in Canada.

We have had success so far with this campaign: pension funds in Norway, Sweden, and the Netherlands have divested from nuclear weapons; many financial institutions have also revoked funding for these companies. We have a lot to do in Canada.

We're also asking cities to step up to support the Treaty, including by calling on the federal government to sign and ratify the nuclear ban. So far, Toronto, Vancouver, Victoria, Saanich, and North Saanich, have signed the ICAN Cities Appeal. Why not Montreal? That is something that people in this room could work for immediately, to help mobilise public education and engagement against nuclear weapons, and to help compel the Canadian government—whomever that might be next month—to join the Treaty.

Justin Trudeau called the nuclear ban “sort of useless” before it was even negotiated. He has refused to meet with Canadian citizen Setsuko Thurlow, an atomic bomb survivor from Hiroshima who received the 2017 Nobel Peace Prize on ICAN’s behalf. Canada did not even participate in the negotiations of the Treaty. Canada! Which is supposed to be a humanitarian disarmament leader, which rests on its laurels for “leading” the ban on landmines and “inventing peacekeeping”—yet it will not show up to negotiate a treaty prohibiting the most destructive weapon of all. This is because Canada is part of the North Atlantic Treaty Organisation, which includes nuclear deterrence in its strategy, and because the Obama administration instructed its NATO allies not to attend the negotiations, and likely because of the Canadian money invested in producers of nuclear weapons.

These are damning and damaging reasons for Canada to stay away from one of the most important multilateral instruments negotiated in recent history. We still have a chance to get our country on track on this issue, but the government clearly will not do it of its own accord. It will join for the same reason that other governments have: their people have made it clear that they will not accept tacit or explicit support for nuclear weapons. And they put the rule of law and the security of the planet above any narrowly defined interest in acquiring weapons that can only be used to commit mass atrocities.

122 governments voted for the adoption of this Treaty in 2017; since then 70 have signed it and 26 have ratified. We are expecting several more countries to join next week at the United Nations. Canada may not be one of them now, but it must be soon.

As with the climate crisis, we are past the point where we can allow those interested in maintaining their privilege at the expense of the rest of the world to dictate our terms of engagement and the possibilities of what we can do make our world safer, more secure, and sustainable. It was women suffragists, not male political leaders, who won women’s right to vote. It was abolitionists, not slave owners, who outlawed the most horrific practice in human history. It will not be the nuclear-armed states that decide to end their addition to the bomb. It will have to be others who believe in the rule of law, international cooperation and integration, human security and environmental sustainability, that push for and create alternatives through developing new norms, laws, agreements, and commitments.

Yes, the nuclear-armed governments will need to be brought on board—but the leadership for an alternative future will not come from them. They will come along when it is clear that the status quo is no longer tenable. When the tides have turned

against their weapons. When other governments have forged ahead with new plans. When their own citizens demand redistribution of resources away from weaponised security to security based on human rights, justice, and environmental sustainability. Yesterday people in record numbers around the world joined the global climate strike. People right now in the United States are fighting against the immigration concentration camps and abhorrent lack of gun control. People want a different future than the one currently on offer. A different future is possible. It's up to us to shape it.

[i] Matthew Rowland, Ambassador and Permanent Representative to the Conference on Disarmament of the United Kingdom, Statement to the UN General Assembly First Committee on Disarmament and International Security, New York, 20 October 2014, http://reachingcriticalwill.org/images/documents/Disarmament-fora/1com/1com14/statements/20Oct_Uk.pdf.

[ii] Robert Wood, Ambassador and Permanent Representative to the Conference on Disarmament of the United States, Explanation of vote on A/C.1/73/L.54, United action with renewed determination towards the elimination of nuclear weapons, to the UN General Assembly First Committee on Disarmament and International Security, New York, 1 November 2018.

[iii] Allison Pytlak, ed., *Assuring destruction forever: 2018 edition* (New York: Reaching Critical Will of the Women's International League for Peace and Freedom, 2018), <http://www.reachingcriticalwill.org/images/documents/Publications/modernization/assuring-destruction-forever-2018.pdf>.

[iv] See Jon Wolfsthal, Jeffrey Lewis, and Marc Quint, "The One Trillion-Dollar Triad – US Strategic Nuclear Modernization Over the Next Thirty Years," James Martin Center for Nonproliferation Studies, January 2014, http://www.nonproliferation.org/wp-content/uploads/2016/04/140107_trillion_dollar_nuclear_triad.pdf and Robert Alvarez, "Yesterday is tomorrow: estimating the full cost of a nuclear buildup," *Bulletin of the Atomic Scientists*, 3 November 2017, <https://thebulletin.org/yesterday-tomorrow-estimating-full-cost-nuclear-buildup11264>.

[v] Susi Snyder, *Shorting our security—Financing the companies that make nuclear weapons* (Utrecht: PAX and International Campaign to Abolish Nuclear Weapons, 2019).

[vi] Kumkum Sangari, Neeraj Malik, Sheba Chhachhi, and Tanika Sarkar, "Why Women Must Reject the Bomb," *Out of Nuclear Darkness: The Indian Case for Disarmament* (New Dehli: Movement in India for Nuclear Disarmament, 1998).

[vii] Sangari et al, "Why Women Must Reject the Bomb," p. 48.

[viii] Philip Alston, the UN's rapporteur on extreme poverty and human rights, said, "If you got a group of misogynists in a room and said how can we make this system work for men and not for women they would not have come up with too many ideas that are not already in place." See Robert Booth and Patrick Butler, "UK austerity has inflicted 'great misery' on citizens, UN says," *The Guardian*, 16 November 2018, <https://www.theguardian.com/society/2018/nov/16/uk-austerity-has-inflicted-great-misery-on-citizens-un-says>. Also see Diane Elson, "The impact of austerity on women," *Women's Budget Group*, 3 December 2018, <https://wbg.org.uk/resources/the-impact-of-austerity-on-women> and Dawn Foster, "Britain's Austerity Has Gone From Cradle to Grave," *Jacobin*, 9 April 2019, <https://www.jacobinmag.com/2019/04/britain-life-expectancy-austerity-conservative-party-tories>.

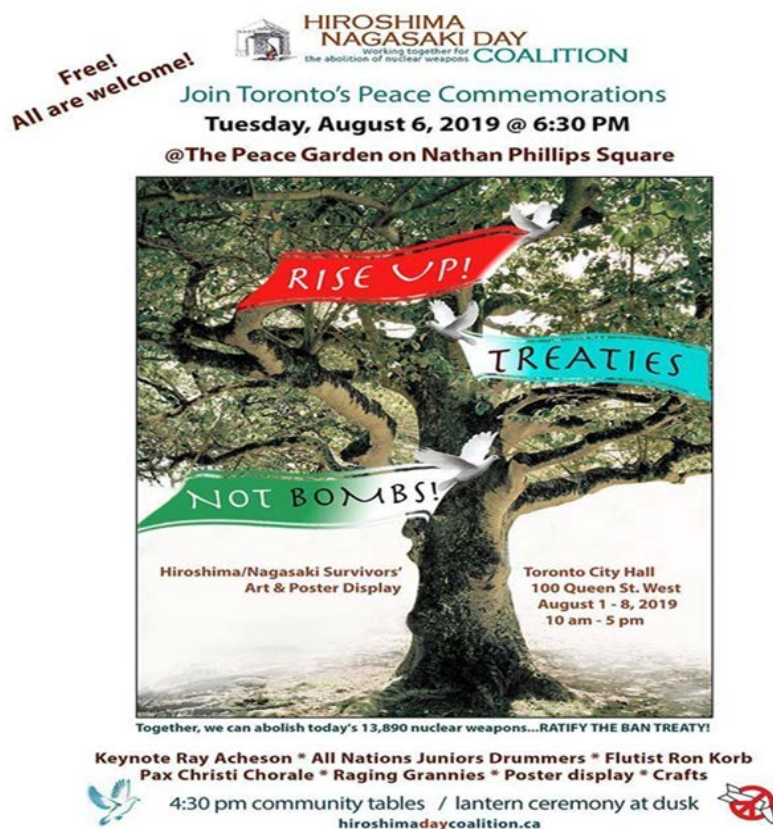
[ix] Elizabeth Piper, "UK nuclear deterrent to cost \$256 billion, far more than expected," *Reuters*, 25 October 2015, <https://www.reuters.com/article/us-britain-defence-trident-exclusive/exclusive-uk-nuclear-deterrent-to-cost-256-billion-far-more-than-expected-idUSKCN0SJ0EP20151025>.

Annexe 2 : le discours de Ray Acheson le 6 août à Toronto (commémorant Hiroshima)

Les bombes atomiques ont toujours été une question de pouvoir.

Ce discours prononcé à Toronto par Ray Acheson pour commémorer le massacre d'il y a 74 ans à Hiroshima est traduit avec l'aide de Pascale Camirand, artiste pour la paix, par Pierre Jasmin, membre du Mouvement Québécois pour la Paix, de l'exécutif de Pugwash Canada et du comité de direction du Réseau canadien pour l'abolition de l'arme nucléaire (où il siège avec Rob Acheson,, père de Ray). One can find the original version of that speech on :

<http://www.reachingcriticalwill.org/news/latest-news/14012-74th-hiroshima-and-nagasaki-commemoration>



Voici dans la prochaine photo celle qui dès son plus jeune âge a choisi son camp, celui des 99% contre l'arrogance et l'amoralité des 1% capitalistes, en dirigeant le programme «Atteindre la volonté critique» de désarmement de la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté (WILPF). Cette organisation de femmes pour la paix dans le monde fut fondée en 1915 pour

défier trois sources de guerres : le militarisme, le patriarcat et le capitalisme. Ray, qui y



médaille d'or et le certificat du Prix Nobel de la Paix 2017

travaille depuis 2005, représente l'organisme sur l'Exécutif de la Campagne Internationale pour l'Abolition des Armes Nucléaires à l'ONU. ICAN.org a reçu le Prix Nobel de la Paix 2017 pour avoir illustré les conséquences humanitaires des armes nucléaires et pour avoir négocié et présenté, avec 122 gouvernements, le 7 juillet 2017, à l'ONU, le **Traité d'Interdiction des Armes Nucléaires (TIAN)**.

Ray Acheson à Oslo montrant la

Nous avons invité Ray à se joindre à nous à Montréal le 21 septembre. Elle s'est adressée à des militant-e-s anti-nucléaires, en compagnie de Dimitri Roussopoulos et de Kari Levitt-Polanyi, lors d'un rassemblement appelé **Convergence 21 septembre**.

Mais auparavant voici la première traduction libre en français de son véhément discours de **commémoration de Hiroshima à Toronto le 6 août 2019**. Nous sommes convaincus que ce discours précurseur représente une réorientation majeure et nouvelle des actions pacifistes : plus question de papoter avec les bourreaux de l'humanité, il s'agit désormais de les dénoncer en exposant leur cruauté guerrière, comme le fait par ses œuvres inspirées des oiseaux rapaces du Mexique, l'Artiste pour la Paix 2017 **René Derouin**.



Une grande exposition d'œuvres de René Derouin a embelli l'été au Musée de Baie Saint-Paul



Ray Acheson à l'ONU, entre l'hibakusha Setsuko Thurlow et le directeur Cesar Jaramillo de **Project Ploughshares** qui dénonce les ventes de blindés canadiens à l'Arabie Saoudite.

« Merci pour cette invitation à parler dans ma ville natale en ce jour de grande signification et d'horreur.

Nous sommes ici sur le territoire traditionnel de plusieurs Premières Nations, incluant les Mississaugas, Anishnabeg, Chippewa, Haudenosaunee et Wendat. Je crois essentiel de le rappeler, alors que nous commémorons les bombardements atomiques d'Hiroshima et Nagasaki il y a 74 ans. Parce que je pense qu'il y a des connexions entre le fait que nous soyons aujourd'hui sur des terres autochtones volées, entre les bombardements de 1945 au Japon et la violence raciste d'aujourd'hui [tueries de Dayton et d'El Paso aux États-Unis survenues la veille]. Ces connexions incluent le patriarcat, le suprématisme blanc et raciste et l'idéologie du pouvoir par la violence.

Les bombes atomiques ont toujours été une question de pouvoir. Les hommes qui ont fabriqué et utilisé la bombe parlaient de ces objets comme de sources de pouvoir aussi puissantes que le soleil ou les dieux. Même aujourd'hui, ceux qui sont chargés de policer et de planifier les armes nucléaires se voient comme « des prêtres du nucléaire ». Leur patriarcat blanc est absolu – les femmes opérant à l'intérieur de ce système disent avoir été obligées d'adopter le langage et les coutumes des hommes qui le dirigeaient pour être acceptées ou perçues comme crédibles. Et ces hommes célèbrent et perpétuent une forme de masculinité dont la capacité de violence devient l'ultime symbole de leur « force » et où l'angoisse devant la mort, les destructions et les souffrances humaines est considéré comme faible et efféminé.

On constate ceci, encore et toujours, lorsqu'il s'agit d'armes nucléaires. Le culte de la théorie de dissuasion nucléaire est basé sur des normes patriarcales, et ceux et celles qui les contestent sont vus comme des êtres émotionnels, irrationnels et ignorant des réalités du monde. Voilà une façon commode d'écarter diverses perspectives et expériences en diffamant toute personne humaine qui défie la domination de ceux qui planifient la guerre nucléaire tout en prétendant qu'ils veillent à notre sécurité.

Et leur rhétorique de non-prolifération et d'empêchement de répandre les bombes nucléaires, tourne autour du concept d'empêcher « des gouvernements irrationnels de s'emparer de ces armes et de les garder en des mains sûres ». Ne voilà-t-il pas des formes de patriarcat et de racisme (deux autres aspects des armes nucléaires) puisque nous parlons du pouvoir des armes nucléaires, ce pouvoir de commettre des actes de violence nucléaires - de détruire des villes, des pays, l'univers entier?

La militante et écrivaine indienne **Arundhati Roy** voit les armes nucléaires comme un colonialisme extrême : elles envahissent nos pensées, contrôlent notre comportement, administrent nos sociétés. Elles sont devenues un sommet du pouvoir qui permet d'être admis-e dans un club sélect. Et peu importe le gouvernement les possédant, leurs objectifs et effets sont les mêmes – contrôles coloniaux, racistes et patriarcaux sur des populations et sur la Terre.

Les leaders de la lutte civile afro-américaine ont vu ces connexions entre la bombe atomique, le colonialisme, le racisme systémique et la ségrégation – « tous nés de la même graine de violence institutionnalisée ». Ils ont compris que la volonté d'utiliser ces armes au Japon et de les tester en Algérie, sur les îles de l'Océan Pacifique et sur les nations autochtones d'Amérique représentait des actes racistes. Entre 1946 et 1996, plus de deux mille tests nucléaires ont été perpétrés à travers le monde. La nation la plus bombardée au monde est les Western Shoshone au sud-ouest des États-Unis qui ont souffert de 814 essais nucléaires sur leurs terres.

La France, le Royaume-Uni et les États-Unis ont procédé à des essais nucléaires sur des communautés rurales autochtones isolées et dispersées dans l'Océan pacifique. Lors des négociations en vue du Traité d'Interdiction des Armes Nucléaires [boycottées par le Canada], 35 nations autochtones ont émis la déclaration suivante :

« Des gouvernements et forces coloniales ont fait exploser des bombes nucléaires sur nos terres sacrées – dont nous dépendons pour notre survie alimentaire et pour vivre et qui contiennent des lieux de signification d'importance culturelles et spirituelles – en prétendant qu'elles étaient sans valeur... On ne nous l'a jamais demandé; et nous n'avons jamais accordé la permission d'empoisonner nos sols, notre nourriture, nos rivières et nos océans. »

Plusieurs de ces communautés poursuivent leur résistance contre le colonialisme nucléaire en luttant contre les mines d'uranium et contre des sites d'entreposage de déchets nucléaires mettant en danger l'eau. Et ces activistes indigènes ont fait la connexion entre ceux qui luttent contre la construction de « pipelines » et ceux qui luttent pour garder l'uranium enfoui dans le sol.

Tous ces éléments montrent la violence inhérente aux armes nucléaires. (...) Elles n'ont rien à voir avec la sécurité. Elles ont tué des centaines de milliers de personnes et ont la capacité de nous tuer tous. Et les dépenses pour leur développement et leur entretien coûtent des milliers de milliards de dollars au détriment de tout ce dont notre planète a besoin pour survivre et pour se développer. Et une autre pièce du casse-tête consiste en l'accumulation de richesses par le complexe militaro-industriel, tandis que l'état du Nouveau-Mexique, malgré les Laboratoires Nucléaires de Los Alamos, reste l'un des plus pauvres des États-Unis, affecté par les abus de drogues, la pauvreté, le haut taux de décrochage scolaire et de mortalité infantile, pendant que les savants de Los Alamos conduisent leurs autos de luxe et jouent au golf dans le désert.

Les « jobs » créées par l'industrie militaire sont aussi des prétextes pour le gouvernement canadien qui veut vendre des armes en Arabie Saoudite; et ce commerce est jugé plus important que les vies de millions de personnes au Yémen ou que les droits des femmes en Arabie saoudite.

Avant les négociations du Traité d'Interdiction des Armes Nucléaires, le président américain Obama a ordonné à ses alliés de l'OTAN – l'Organisation du Traité d'Atlantique Nord – de se tenir éloignés des négociations et le Canada a obéi. Le gouvernement Trudeau a refusé de signer ou de ratifier le traité, prétendant respecter le désir de se débarrasser des bombes nucléaires mais refusant de secouer le bateau de l'OTAN qui a une politique de dissuasion nucléaire. Il préfère adopter de petites mesures progressives, cette approche aujourd'hui répudiée, comme les traités entre les États-Unis et la Russie.

Il y a une connexion entre tout ceci : ces idéologies de pouvoir à travers la violence, le racisme, les prouesses économiques et technologiques, la volonté de ne plus être « contraints » par des traités et de se prétendre au-dessus des lois, de se prétendre libres de faire ce qu'on veut, cette masculinité qui affirme avoir besoin des armes (fusils ou bombes nucléaires) pour être forte – tout ceci participe de la vraie histoire des bombes et du refus de leurs responsables d'en discuter sous prétexte que nous sommes juste « émotionnels et irrationnels » et que nous ne savons pas vraiment de quoi nous parlons.

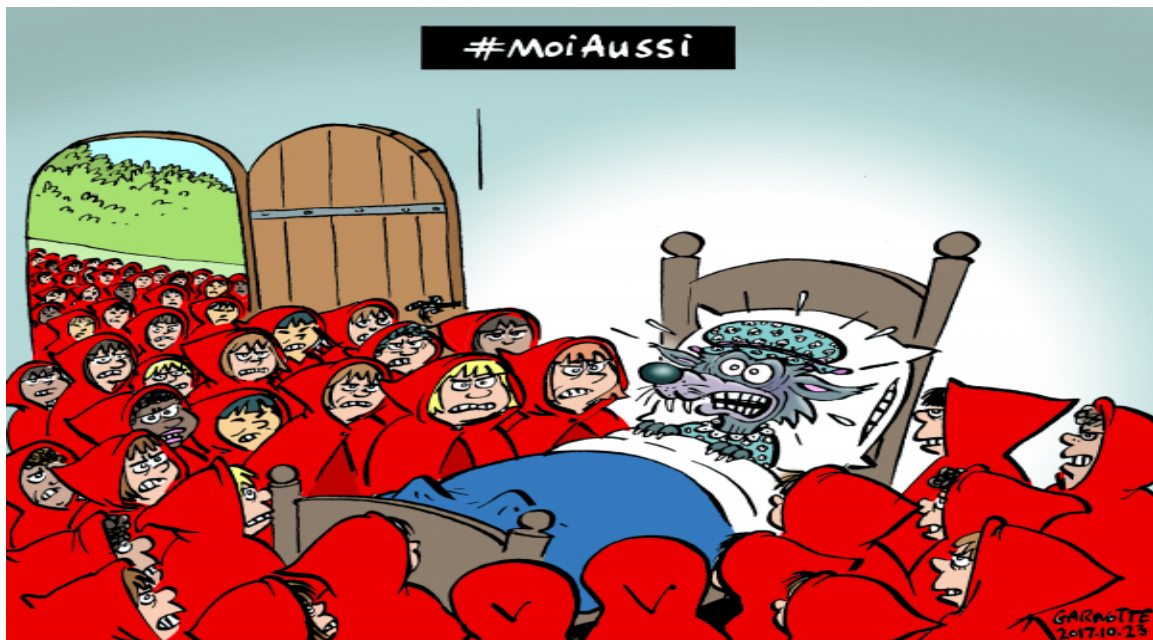
Je dis ASSEZ DE CE NON-SENS PATRIARCAL.

Nous dénier le droit de parler de racisme, de misogynie, de violence institutionnelle et de souffrances humaines nous a amenées à la présente situation où les suprématistes mâles massacrent avec leurs armes TOUS LES JOURS aux États-Unis, femmes, homosexuels et personnes de couleur et on nous interdit de parler et de pouvoir blanc, et de toxicité masculine, et de contrôle des armes à feu?

- C'est pourquoi il existe des camps de concentration aux frontières des États-Unis, que les camps de réfugiés débordent pendant que l'Europe nie tout devoir ou responsabilité de les accueillir.
- C'est pourquoi des jeunes hommes noirs sont aux prises avec la brutalité policière.
- C'est pourquoi les communautés autochtones souffrent de voir leurs terres, leurs rivières et les océans exploités par des puissances coloniales telles que le Canada.
- C'est pourquoi quatre jeunes femmes de couleur nouvellement arrivées au Congrès américain se voient menacées de viols ou de meurtres, juste pour l'accomplissement de leur travail d'élues, juste pour le simple fait d'exister.

Si nous ne reconnaissons pas ces liens entre le racisme, la misogynie et la violence d'une part et le culte des armes nucléaires, si nous n'avons pas la volonté de changer ces systèmes de pensées, économiques et politiques, alors nous voilà non seulement contraints de vivre avec la possession illimitée de ces armes, mais certainement de les voir anéantir d'autres villes et communautés.

Mais je crois en des alternatives. Je crois qu'il faut regarder froidement le pire d'une situation avant d'être en mesure de construire quelque chose de meilleur. Nos efforts pour comprendre le monde ne peuvent uniquement s'arrêter à une vision sombre de l'âme humaine. Nous devons la défier et travailler avec les autres pour changer l'idée obsolète que les armes nucléaires représentent pouvoir et prestige. THIS TIME IS UP! [C'était le slogan des « moi aussi » ou « me too! »].



Caricature du retraité Michel Garneau inspiré aussi par la servante écarlate de Margaret Atwood

Nous vivons, je crois, les derniers jours de ces temps révolus pour les raisons suivantes :

1. La plupart des gouvernements mondiaux ont travaillé ensemble pour bannir les armes nucléaires, 122 d'entre eux ayant voté pour l'adoption du **Traité d'Interdiction des Armes Nucléaires** en juillet 2017. Ce traité met les armes nucléaires hors-la-loi, les rendent illégales en vertu du droit international. Comme Setsuko Thurlow l'a dit, aujourd'hui la Bolivie nous a fait parcourir la moitié du sentier qui va marquer l'entrée de cette loi en vigueur. J'ai confiance en nos équipes d'activistes de l'ICAN.org pour réussir à convaincre 25 autres pays d'adopter la loi. L'impact de la seule

existence de ce traité a réussi à unir des gouvernements pour dénoncer les armes nucléaires, les dénoncer comme des symboles d'injustice globale et les reconnaître comme des traces sous-jacentes patriarcales et racistes.

2. Est en croissance le travail de jeunes activistes pour amener des villes à appuyer le bannissement nucléaire, des institutions financières à retirer leurs investissements dans les compagnies fabriquant ces armes, et des parlementaires et des rassemblements publics à débattre et dénoncer ces armes. Les manifs en solidarité avec Hiroshima se multiplient, avec le slogan *Plus jamais d'hibakusha*. (...) Vous pouvez aussi retirer votre argent des banques qui encouragent l'OTAN, comme de plus en plus de protestataires le font en Allemagne, en Australie, en Norvège, et même dans des pays qui possèdent la bombe tels que la France, le Royaume-Uni et les États-Unis (avec un effort remarqué des conseillers de la ville de New York pour en retirer les fonds de pension de la Ville!). Allez voir sur dontbankonthebomb.com!

3. Nous ne sommes pas seulement inspirés par cet activisme antinucléaire mais aussi par les activismes de protection du climat, de contrôle des armes, de la lutte contre les lois anti-immigrants et de la militarisation abusive des frontières. Nous sommes inspirés par les survivants de tueries de masse dans les écoles américaines qui proclament *Plus jamais* et ciblent les sénateurs qui acceptent les pots-de-vin de la *National Rifle Association*. Nous sommes inspirés par les activistes de couleur, par les femmes et homosexuels, juifs, autochtones et tous ceux qui en allant à la racine des maux de nos sociétés, veulent changer l'état du monde en le confrontant.

Et je crois que c'est par un tel activisme que nous pourrions continuer à construire notre mouvement. Parce que le mouvement anti-nucléaire ne peut pas juste signifier l'abolition des armes nucléaires. Parce qu'elles ne sont qu'une partie du système raciste et patriarcal qui a mis en place la sorte de violence institutionnelle que nous voyons à l'œuvre dans le monde d'aujourd'hui. Il ne s'agit pas seulement d'armes nucléaires. Il s'agit d'une idéologie et il s'agit de vouloir ou non vivre ensemble, comme une société humaine égale, juste et en paix.

Malgré toutes les preuves que nous ne le voulons pas vraiment, J'AI CHOISI DE CROIRE que nous le pouvons, revigorée par les actions des autres qui y croient et qui persistent à essayer encore. Je suis Canadienne et ma descendance irlandaise me porte à citer nos poètes. Seamus Heaney disait que « l'espoir n'est pas un optimisme qui s'attend à ce que les choses tournent bien, mais une conviction enracinée qu'il y a du bon pour lequel travailler. »

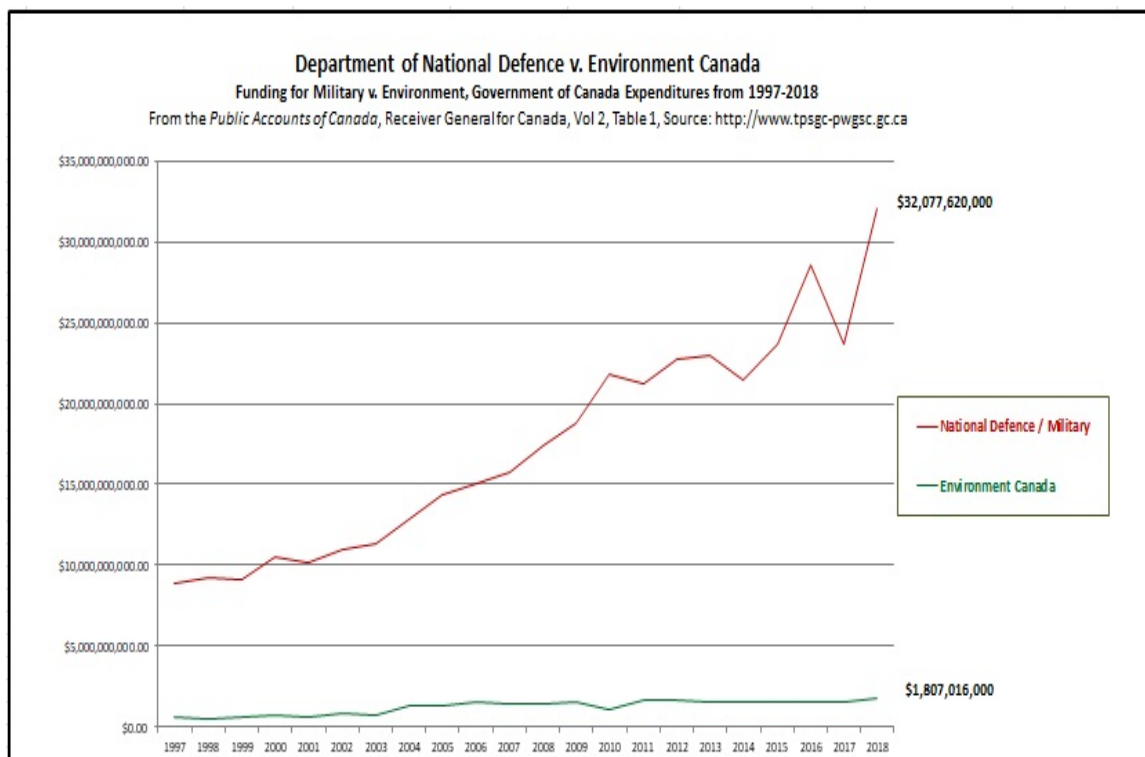
Alors, on y va?

Annexe 3 : position de la Conférence des Évêques catholiques canadiens

Cornwall (Ontario) – La Conférence des évêques catholiques du Canada (CECC), réunie en Assemblée plénière, a approuvé et publie maintenant une **Déclaration sur les armes nucléaires**. La publication coïncide avec la *Journée internationale des Nations Unies pour l'élimination totale des armes nucléaires* (26 septembre). Depuis quelques années, les grandes puissances

misent de plus en plus sur la dissuasion nucléaire et modernisent leurs arsenaux nucléaires; par cette déclaration, les évêques catholiques du Canada expriment leur appui sans réserve à la ferme condamnation des armes nucléaires par le pape François. Les évêques lancent un appel particulier au Gouvernement du Canada pour qu'il signe le *Traité sur l'interdiction des armes nucléaires*. Ils demandent aussi au Canada, en modifiant ses politiques et ses pratiques, de poursuivre ses efforts pour que l'OTAN se conforme à ce traité.

Annexe 4 : an eloquent graph by Voices of Women (thanks to Janis Alton et Tamara Lorincz). Voici un graphique de la Voix des Femmes qui montre là où nos élus investissent prioritairement sous la pression du complexe militaro-médiatico-industriel et des riches 1%. Qui menace davantage la sécurité du Canada? Une invasion armée ou le climat dérégulé? Cet écart abyssal entre la sécurité environnementale et le militarisme se répète dans une forme aggravée aux États-Unis et dans à peu près tous les pays du monde, sauf de rares exceptions tels le Costa Rica, le Bhoutan ou l'Islande.



Annexe 5 : notes biographiques et e-mails des conférenciers du 21 septembre

Pierre Jasmin, membre des *Conférences Pugwash Canada pour la Science et les Affaires mondiales* et du comité de direction du *Réseau canadien pour l'abolition de l'arme nucléaire*, est co-président d'honneur du *Mouvement Québécois pour la Paix* et membre du *Cercle universel des ambassadeurs de la paix* (Genève). Féministe antiraciste, il travaille avec Konrad Sioui à *l'Enquête populaire sur la paix et la sécurité de 1992* et avec les APLP Florent Vollant, Myra Cree, Alanis Obomsawin et Samian. Pianiste diplômé d'universités ou conservatoires de six pays, dont les É-U (USC), l'Angleterre (Royal College of Music de Londres), l'Autriche (Hochschule für Musik Wien) et la Russie (Conservatoire de Moscou), il est l'auteur de *Notes d'espoir d'un joueur de piano* (Triptyque 2006) et contribue à des hommages à Simonne Monet-Chartrand (*Fides & Éd. du Remue-ménage* 1993), à Pierre Dansereau (*L'espoir malgré tout* - Presses de l'UQ 2017) et à Noam Chomsky (Normand Baillargeon - Québec-Amérique 2018). Son chapitre **militarismes** paraît dans *Enjeux et défis du développement international* (Pierre Beaudet - Presses de l'Université d'Ottawa, août 2019). Porte-parole des APLP depuis 1984, cofondateur du Centre Pierre-Péladeau en tant que directeur du département de musique de l'UQAM dont il a représenté la Faculté des Arts (élu six années à sa Commission des Études), il est du premier événement célébrant le cinquantenaire de l'UQAM (avril 2019), en interprétant *la Fantaisie Chorale opus 80* de Beethoven.

Dimitri Roussopoulos organise la 1^{ère} manifestation étudiante à Ottawa contre le projet d'acquisition d'armes nucléaires par le Canada avec pétition de trois universités montréalaises (Noël 1959), puis fonde les *Campagnes associées universitaires pour le Désarmement Nucléaire* (CUCND) dans les années 60 avec 21 chapitres, incluant les Universités Laval, Sherbrooke et de Montréal : s'ensuit une pétition canadienne de 140 000 noms livrée au gouvernement fédéral; il édite la revue mensuelle *Sanity* et cofonde, à l'Université Oxford, la *Confédération Internationale pour le Désarmement et la Paix*, qui milite contre la guerre américaine au Vietnam et l'invasion soviétique de la Tchécoslovaquie. Il fonde BRB en 1969 puis s'oppose dans les années 80 au déploiement d'une nouvelle génération de missiles nucléaires, tant à l'Est qu'à l'Ouest. Vice-président des APLP, il corédige en 1987 avec Pierre Jasmin un document adressé au Maire Jean Doré et Montréal devient **Zone Libre d'Armements Nucléaires**. Actif tant au niveau municipal que communautaire pour l'avancement de la participation et de la démocratie citoyennes, il fonde avec la regrettée Lucia Kowalchuk le **Centre écologique urbain**, en vue de créer des logements sociaux et de réaliser la vision "penser global, agir local"; orateur aussi réputé aux plans internationaux et locaux qu'éditeur et écrivain, son dernier ouvrage publié est *L'Écologie Politique - Au-delà de l'environnementalisme* (2017).

Black Rose Books qui fête son 50^e anniversaire, vise la paix internationale en continuité idéologique avec *Our Generation against Nuclear War* 1961, basée à Montréal, avec comités éditoriaux à Londres et Toronto. Huit ans plus tard, la mission BRB engagée dans la poursuite d'un projet global de changements sociaux proche d'*Attac*, d'*Oxfam* et d'*Alternatives*, examine les systèmes guerriers internationaux en vue d'éradiquer les racines de la violence étatique : plus de 500 titres sont publiés. Parmi leurs auteurs, signalons Christian Bay, C. George Benello, Rosalie Bertell, Noam Chomsky, Claire Culhane, Jacques Dofny, André Gorz, Anna Gyorgy, Joan Kuyek, Kari Polanyi Levitt, Myra Levy, Anatol Rapoport, Holly Sklar, Pierre Vallières, Immanuel Wallerstein et James Winter.

Née à Vienne en 1923, **Kari Polanyi Levitt** vit à Montréal. Éduquée en Angleterre, elle gradue en 1947 à la *London School of Economics*, avec une spécialité en statistiques, puis reçoit une maîtrise en Économie de l'Université de Toronto en 1959. Elle se joint en 1961 au Département de Sciences économiques de McGill qui lui décerne le titre de Professeure Émérite en 1992. Elle fonde en 1963

le Center of Developing Areas Studies, McGill University, en 1984 l'Association d'Études en Développement International (CASID). Elle est présidente honoraire du Karl Polanyi Institute of Political Economy à l'Université Concordia et de la Société Internationale Karl Polanyi de Vienne où elle a prononcé une conférence il y a trois mois. Elle a présenté ses travaux au Gouvernement Trinidad & Tobago, à la Commission Économique de l'ONU sur l'Amérique Latine... Elle est lauréate du George Beckford Award (Association of Caribbean Economists, 1997), Honorary Fellow of Hungarian Academy of Sciences, 2004, du John Kenneth Galbraith Prize (Progressive Economics Forum, 2008), d'un Doctorat Honorifique de University of the West Indies, 2008, de l'Ordre du Canada, 2014, de l'Ifigenia Martinez Award, 2017. Ses plus récentes publications : en 2013, *From the Great Transformation to the Great Financialization*, en 2008 (avec Lloyd Best) *Teoría de la Economía de Plantación*, Casa de las Americas, Havana et en 2001 *Silent Surrender, The Multinational Corporation in Canada*, McGill-Queen's University Press, Montréal.

Ray Acheson dirige depuis 2005 le programme «Atteindre la volonté critique» de désarmement de la **Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté (WILPF)**, la plus ancienne organisation de femmes pour la paix au monde, fondée en 1915 pour défier militarisme, patriarcat et capitalisme, trois sources de guerres. Son militantisme pour ICAN.org l'a conduite à Oslo pour l'obtention du Prix Nobel de la Paix 2017 par Beatrice Fihn et l'hibakusha Setsuko Thurlow. Après avoir négocié avec des gouvernements pour faire adopter le *Traité d'Interdiction des Armes Nucléaires* (TIAN) à l'ONU et promu PAX et sa campagne efficace *dontbankthebomb.com*, elle travaille aussi pour juguler le développement des armes autonomes avec la *Campagne pour arrêter les robots tueurs*, pour enrayer les échanges internationaux d'armes et dénoncer les profiteurs de guerres. BA avec mention honorifique en *Études sur la paix et les conflits* de l'Université de Toronto et maîtrise en sciences politiques de l'*École de recherches sociales* à New York où elle réside, Ray Acheson projette chez Rowman & Littlefield dès 2020 un livre sur le TIAN et l'activisme antinucléaire. On trouve deux de ses discours récents en annexes 1 et 2.

La docteure Mary-Wynne Ashford, activiste pour la VOIX DES FEMMES et autrice qui promeut l'abolition totale des armes nucléaires ainsi que les alternatives non-violentes pour la résolution des conflits, s'illustre dans le mouvement pour la paix et le désarmement depuis des décennies. Graduada de l'école de médecine de l'Université de Calgary en 1981, elle travaille pour les *Médecins Canadiens pour une Responsabilité Sociale* et pour les *Médecins Internationaux pour la Prévention de la Guerre Nucléaire* (IPPNW) dont elle devient co-présidente. En 1985, IPPNW remporte le **Prix Nobel de la Paix**. Ashford a reçu la Médaille de la Paix de la YWCA pour les Droits Humains et vient de se voir accorder la médaille d'Excellence 2019 des Médecins de la Colombie Britannique. Elle écrit *Enough Blood Shed: 101 Solutions to Violence, Terror and War* qui cerne les stratégies efficaces de non-violence.

Nancy K. Brown, enseignante-bibliothécaire engagée depuis longtemps dans les causes de justice sociale et de paix, est membre du *Mouvement Québécois pour la Paix*, des *Raging Grannies*, d'*Amnistie Internationale*, de *L'Élan global – Montréal* et d'*Échec à la guerre*.

Gordon Edwards, médaillé d'or en mathématiques et physique de l'Université de Toronto (1961), a enseigné à l'Université Western Ontario, avant d'obtenir un doctorat en mathématiques de l'Université Queen's (1972). Rédacteur du bulletin environnemental *Survival*, diffusé dans 13 pays, il fonde en 1975 le **Regroupement pour la surveillance du nucléaire** (www.ccnr.org), à l'expertise indépendante reconnue dans les domaines de la technologie nucléaire, de l'uranium et de la prolifération des armes nucléaires. Consultant auprès d'organisations gouvernementales et non-gouvernementales, dont le Vérificateur général du Canada, la Commission royale (ontarienne) sur la planification de l'électricité, le Syndicat des métallurgistes unis d'Amérique et l'agence fédérale chargée du choix d'un site de gestion des déchets radioactifs de Port-Hope, il effectue des

analyses et produit des documents éducatifs pour l'Inuit Tapiriit Kanatami, l'Assemblée des Premières nations, le Congrès des Peuples Autochtones, les Mohawks de Kanesatake et les Chippewas de Nawash. En 2006, il reçoit le prestigieux prix international *Nuclear-Free Future Award*, volet éducation. Il a été conférencier d'honneur plus tôt cette année lors d'un congrès international sur les déchets nucléaires hautement radioactifs tenu en Suède, après d'autres conférences en Afrique du Sud, Autriche, Islande, aux États-Unis, au Groenland et à Hong Kong.

Docteur Michael Dworkind montréalais, travaille depuis trente-quatre ans pour les *Physicians for Global Survival*. On l'a vu engagé lors du 21 mars 2011, dix jours après Fukushima, dans une conférence de presse qui a consacré le ralliement de madame Pauline Marois et du Parti Québécois à l'objectif principal du *Mouvement Sortons le Québec du Nucléaire*, c'est-à-dire la fermeture de la centrale Gentilly 2, dont le parti libéral favorisait plutôt la réfection. On l'a revu au *Symposium international de Québec sur l'uranium 2015*, alertant sur la nocivité du radon s'échappant des orifices d'exploration uranifère, à peine deux mois avant que le BAPE se prononce courageusement contre Jean Charest sur leur non-acceptabilité sociale au Québec, ce qu'on croit relié.

Professeur Michel Duguay, docteur en physique nucléaire à Yale University, professeur encore très actif à l'Université Laval, membre de *Science for peace* et de Pugwash Canada, co-fondateur du *Mouvement Sortons le Québec du Nucléaire* (2008-2013).

Tariq Rauf, expert canadien en non-prolifération nucléaire, a dirigé de 2002 à 2011 la Coordination de la Politique de Vérification et de Sécurité pour l'*Agence Internationale d'Énergie Atomique* auprès des directeurs Mohamed ElBaradei et Yukiya Amano. Retenu à Vienne, il regrette ne pouvoir participer à cette table ronde et nous a envoyé ses vœux de succès.

Ugo Lapointe, actuel coordonnateur du programme canadien *MiningWatch Canada* (Suite 508, 250 City Centre Avenue | Ottawa | Canada | K1R 6K7), était à la tête de *Pour que le Québec ait meilleure mine* qui a organisé en avril 2015, avec l'aide de la Nation Crie, le *Symposium international de Québec sur l'uranium*, qui a compté sur la présence de plus d'une centaine d'invités des cinq continents.

Romuald Sciora, chercheur associé à l'*Institut de Relations Internationales et Stratégiques* (France), est essayiste, écrivain et documentariste engagé à gauche : il vit aux États Unis depuis plus de quinze ans. Spécialiste de l'ONU, des relations internationales et de la politique étrangère américaine, il est entre autres l'auteur de quatre livres sur les Nations unies – dont deux co-publiés par l'Organisation internationale – et d'un court essai sur l'Assemblée générale de l'ONU publié récemment par *Le Monde diplomatique* dont il est un collaborateur régulier. Il est la seule personne à avoir pu interviewer à plusieurs reprises les cinq derniers secrétaires généraux des Nations unies. L'ensemble de ces conversations vient d'être publié en intégralité dans un numéro spécial de *The International Politics Reviews* et a fait l'objet d'une série télévisée diffusée dans plus de vingt pays. De 2011 à 2016, Romuald Sciora a été président du *French-American Global Forum*, un think tank basé à Washington DC. Actuellement associé à l'Université de New York, il travaille également régulièrement avec le magazine *Foreign Affairs*. M. Sciora est Chevalier de l'Ordre des Arts et des Lettres et Officier de l'Ordre national du Cèdre.